ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

EXCLUSION DES PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI

Le présent avenant modifie le contrat. Lisez-le attentivement.

Les termes indiqués en gras ont un sens particulier. Ils sont définis au présent avenant ou dans le formulaire auquel il est joint.

Les titres des articles ou paragraphes énumérés ci-dessous ne devraient pas être considérés pour les fins d'interprétation du présent avenant; ils n'ont été insérés que pour faciliter sa lecture.

Le présent avenant est joint au formulaire Responsabilité civile des entreprises – Max et est assujéti à toutes les conditions, limitations et exclusions de ce formulaire.

Il est convenu d'ajouter l'exclusion suivante à l'article 2. **EXCLUSIONS** du **CHAPITRE I – GARANTIE A – DOMMAGES CORPORELS ET DOMMAGES MATÉRIELS** à l'article 2. **EXCLUSIONS** du **CHAPITRE I – GARANTIE B – PRÉJUDICE PERSONNEL ET PRÉJUDICE IMPUTABLE À LA PUBLICITÉ** et à l'article 2. **EXCLUSIONS** du **CHAPITRE I – GARANTIE D – RESPONSABILITÉ LOCATIVE** du formulaire Responsabilité civile des entreprises – Max :

Sont exclus de la présente assurance :

1. le **dommage corporel**, le **préjudice personnel** ou le **préjudice imputable à la publicité** subi par une personne découlant de ce qui suit :
 - 1.1. le refus d'embaucher cette personne;
 - 1.2. la cessation d'emploi de cette personne; ou
 - 1.3. les pratiques, les politiques, les actes ou les omissions en matière d'emploi, comme la coercition, la rétrogradation, l'évaluation, la réaffectation, les mesures disciplinaires, la diffamation, le harcèlement, l'humiliation, la discrimination ou la poursuite malveillante dirigés contre cette personne; ou
2. le conjoint, l'enfant, le parent, le frère ou la sœur de cette personne pour le **dommage corporel**, **préjudice personnel** ou le **préjudice imputable à la publicité** subi par la personne contre qui les pratiques en matière d'emploi décrites aux paragraphes 1.1., 1.2. ou 1.3. ci-dessus sont dirigées.

La présente exclusion s'applique :

3. peu importe que l'événement à l'origine du dommage décrit aux paragraphes 1.1., 1.2. ou 1.3. ci-dessus survienne avant, pendant ou après l'emploi de cette personne;
4. quel que soit le titre auquel la responsabilité de l'Assuré puisse être recherchée; et
5. à toute obligation de rembourser à ou de partager avec une tierce partie des **dommages-intérêts compensatoires** que celle-ci est tenue de payer en raison du dommage.

Toutes les autres conditions du contrat demeurent inchangées.